



**PRÉFET  
DE LA MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R02-2022-284

PUBLIÉ LE 21 OCTOBRE 2022

# Sommaire

## **DEAL / STMS**

R02-2022-10-20-00004 - Arrêté portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises de transports publics routiers de marchandises de MOUTOUSSAMY WILFRID (2 pages) Page 3

## **DÉAL Martinique / SREC**

R02-2022-09-22-00005 - AP portant création du comité de pilotage du Schéma Régional des Carrières pour la région de Martinique. (4 pages) Page 6

## **Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de la Forêt de Martinique /**

R02-2022-10-20-00002 - Arrêté préfectoral du 20 10 2022 portant levée de mise sous surveillance d'un cheptel bovin suspect d'être infecté de brucellose (4 pages) Page 11

R02-2022-10-18-00001 - DECISION DAAF du 18 octobre 2022 portant subdélégation de signature en matière administration générale (4 pages) Page 16

## **Direction de la Mer / Service de la Planification et de l'Environnement Marin (SPEM)**

R02-2022-10-20-00001 - Décision portant déchéance de droit de propriété (2 pages) Page 21

## **Direction Régionale des Finances Publiques de la Martinique / Communication**

R02-2022-10-13-00060 - Arrêté de déclassement ruines du figuier Saint-Pierre (2 pages) Page 24

## **PREFECTURE MARTINIQUE - DLAL/BCBDE / Direction de la légalité et des affaires locales - Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat**

R02-2022-10-20-00003 - Arrêté portant règlement et exécution du budget primitif 2022 de la commune du DIAMANT (3 pages) Page 27

R02-2022-10-18-00002 - Arrêté portant règlement et exécution du budget primitif principal 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets (3 pages) Page 31

## **PREFECTURE MARTINIQUE - DRCI/BREC / Direction de la réglementation, de la citoyenneté et de l'Immigration**

R02-2022-10-19-00004 - Arrêté autorisant une quête sur la voie publique par l' ONAC du 7 au 13 novembre 2022 (1 page) Page 35

DEAL

R02-2022-10-20-00004

Arrêté portant suspension de l'autorisation  
d'exercer au registre des entreprises de  
transports publics routiers de marchandises de  
MOUTOUSSAMY WILFRID



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement**

**ARRÊTÉ N°  
portant suspension de l'autorisation d'exercer au registre des entreprises  
de transports publics routiers de marchandises**

**Vu** le règlement (CE) n°1071/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil ;

**Vu** le code des transports, notamment les articles R3211-14 à R3211-18 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2022 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet de la Martinique ;

**Considérant** que les entreprises de transports doivent satisfaire aux quatre exigences d'accès à la profession de transporteurs publics routiers de marchandises ou de déménagement,

**Considérant** qu'une mise en demeure de trois (3) mois a été adressée par lettre recommandée datée du 17 décembre 2020 à l'entreprise de transport de **MOUTOUSSAMY WILFRID EDGAR n° siren 382347003** pour transmettre à la DEAL des éléments afin de prouver sa capacité financière,

**Considérant** qu'à ce jour cette mise en demeure est restée infructueuse.

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article R 3211-16 du code des transports, l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier de marchandises ou de déménagement ou de loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises de l'entreprise est suspendue.

Article 2 : En application de l'article R 3211-17 du code des transports, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession entraîne le retrait temporaire de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Article 3 : En application de l'article R 3211-17 du code des transports, à défaut de restitution par l'entreprise de ces documents dans le délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de suspension, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée et l'entreprise sera radiée du registre électronique national des entreprises de transport par route,

DEAL Martinique  
tél : 05 96 53 57 00  
[www.martinique.developpement-durable.gouv.fr](http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr)  
PB 7212 Pointe de Jaham - 97274 Schoelcher cedex



Article 4 : Lorsque l'entreprise satisfera à nouveau aux exigences prévues aux articles susvisés, la décision de suspension de l'autorisation d'exercer la profession sera rapportée et il sera restitué à l'entreprise sa licence et un nombre de copies certifiées conformes de licence correspondant au montant de sa capacité financière.

Article 5 : En application de l'article R 3211-14 du code des transports, **la suspension est prononcée pour une durée de trois mois**. A défaut pour l'entreprise de régulariser sa situation suivant les termes de l'article 4 dans ce délai, l'autorisation d'exercer la profession sera retirée. La décision de retrait de l'autorisation d'exercer la profession entraîne la radiation de l'entreprise du registre électronique national des entreprises de transport par route ainsi que le retrait de la licence communautaire ou de la licence de transport intérieur et celui des copies certifiées conformes correspondantes.

Article 6 : La Secrétaire Générale de la Préfecture, et le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Schoelcher, le 12 0 OCT. 2022  
Pour le Préfet et par délégation  
  
Cyrille LIROY

#### Informations relatives aux voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet :

d'un **recours en contentieux** devant le tribunal administratif compétent (Croix de Bellevue 97200 FORT DE FRANCE) dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification, d'un recours non contentieux, soit auprès de monsieur le Préfet de la région Martinique (recours gracieux), soit auprès de monsieur le Ministre chargé des transports (recours hiérarchique). La forme des recours non contentieux est libre et aucune condition de délai ne leur est imposée. Toutefois, pour conserver la possibilité d'intenter ultérieurement un recours contentieux, le recours non contentieux doit être déposé dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision.

DÉAL Martinique

R02-2022-09-22-00005

AP portant création du comité de pilotage du  
Schéma Régional des Carrières pour la région de  
Martinique.



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral**

**portant création du comité de pilotage du Schéma Régional des Carrières pour la région de Martinique**

**LE PRÉFET**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.515-3 relatif à la régionalisation des schémas des carrières et R.515-4 relatif à la constitution d'un comité de pilotage ;
- Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;

Considérant qu'il est nécessaire de s'appuyer pour l'élaboration du schéma régional des carrières de la région de Martinique sur un comité de pilotage régional ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

## ARRÊTE

### **Article 1 : Création d'un comité de pilotage régional**

Le préfet de région est en charge de l'élaboration et de l'adoption du schéma régional des carrières. Il s'appuie sur un comité de pilotage régional composé de quatre collègues réunissant l'ensemble des parties prenantes.

Ce comité a vocation à dégager les orientations à mettre en œuvre pour assurer l'approvisionnement soutenable en ressources minérales de la région de la Martinique, à suivre la mise en œuvre du schéma régional des carrières et son évaluation au terme d'un délai de six ans après sa publication. Il devra émettre un avis sur cette évaluation. Éventuellement, selon les conclusions de l'évaluation, il émet un avis sur les mises à jour estimées nécessaires, ou bien il est associé à la révision dans les mêmes conditions que l'élaboration.

### **Article 2 : Présidence du comité de pilotage**

Ce comité est présidé par le préfet de région.

### **Article 3 : Composition du comité de pilotage**

Ce comité comprend quatre collègues :

- un collègue des représentants de l'État et de ses établissements publics :

- le préfet de la Martinique ou son représentant ;
- le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
- le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou son représentant ;
- le directeur de la mer ou son représentant ;
- la directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant ;
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant ;
- le directeur général de l'agence régionale de la santé ou son représentant ;
- le directeur régional de l'agence française pour la biodiversité ou son représentant ;
- le directeur régional de l'office national des forêts ou son représentant ;
- le directeur régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou son représentant ;
- le président du directoire du grand port maritime de Martinique ou son représentant ;



- un collège des représentants élus du conseil régional, des collectivités territoriales de la région, de leurs établissements publics ou de leurs groupements :

- le président de la collectivité territoriale de Martinique ou son représentant ;
- le président de l'association des maires de la Martinique ou son représentant ;
- le président de la communauté d'agglomération du centre de la Martinique ou son représentant ;
- le président de la communauté d'agglomération du pays nord Martinique ou son représentant ;
- le président de l'espace sud de la Martinique ou son représentant ;
- le directeur du parc naturel régional de la Martinique ;
- le président de la chambre de commerce et d'industrie de la Martinique ou son représentant ;
- le président de la chambre régionale des métiers et de l'artisanat ou son représentant ;
- le président de la chambre régionale d'agriculture ou son représentant ;

- un collège des représentants des organisations professionnelles :

- le président régional de l'union des industries de carrières et matériaux de carrières (UNICEM) de la Martinique ou son représentant ;
- le président du syndicat des entrepreneurs en bâtiment, travaux publics et annexes de Martinique ou son représentant ;
- le président de la cellule économique régionale de la construction de la région de la Martinique à titre d'expert en économie territoriale dans les domaines du bâtiment et des travaux publics ou son représentant ;
- le directeur de la société BATIMAT RECYCLAGE ou son représentant ;
- le président de la société coopérative de transport de matériaux de construction et assimilés (SOTRAMCA) ou son représentant ;
- le président de l'union des transporteurs routiers martiniquais (UTRM)

- un collège des personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, des représentants d'associations de protection de l'environnement et d'organisations sylvicoles :

- le président de l'ASSAUPAMAR ou son représentant ;
- le président de PUMA ou son représentant ;
- le directeur du BRGM ou son représentant ;
- le président de l'association Entreprise Environnement ou son représentant ;

#### **Article 4 : Durée du mandat du comité de pilotage**

La composition du présent comité de pilotage est arrêtée pour une durée de 6 ans.

#### **Article 5 : Secrétariat du comité de pilotage**

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

#### **Article 6 : Publication et exécution**

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique sont chargés chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fort-de-France, le 22 SEP. 2022

~~Le Préfet de la Martinique~~

Jean-Christophe BOUVIER

#### **Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de  
la Forêt de Martinique

R02-2022-10-20-00002

Arrêté préfectoral du 20 10 2022 portant levée  
de mise sous surveillance d'un cheptel bovin  
suspect d'être infecté de brucellose



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ N°                    portant levée de mise sous surveillance d'un  
cheptel bovin suspect d'être infecté de brucellose**

LE PRÉFET

Vu le règlement (UE) 2017/625 du parlement européen et du conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques

**Vu** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L221-1, L223-5, L223-8 ;

**Vu** l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prophylaxie collective et à la police sanitaire de la brucellose des bovins ;

Vu Arrêté du 17 juin 2009 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose bovine et à la lutte contre la tuberculose bovine et caprine

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2022 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Sophie BOUYER, directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique, pour l'administration générale ;

Considérant les résultats d'analyses reçus du Laboratoire territorial d'analyses en date du 5 octobre 2022 de l'analyse sérologique n° AV-S22.77 des bovins identifiés par les numéros 972046 8692, 9720468287, 9720468280, 9720467816, 9720467703, 9720467706, 9720467697 permet d'écarter la suspicion de brucellose

Sur proposition du chef de service de l'alimentation de la DAAF de Martinique;

ARRÊTE

**ARTICLE 1er : levée de la mise sous surveillance du cheptel pour suspicion  
brucellose**

L'arrêté préfectoral N° R02-2022-10-05-00001 du 05 octobre 2022 portant mise sous surveillance pour suspicion de brucellose de l'exploitation de M. AGLAE MAX sise rue Schoelcher 97228 SAINTE LUCE, dont le troupeau bovin allaitant identifié par le n°EDE FR97227020 est levé



**Article 2 :**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements du Marin, de la Trinité, et de Saint-Pierre, la directrice de l'alimentation, l'agriculture et de la forêt, le maire de la commune de Sainte Luce ainsi que le Dr LIABEUF Jean-Marie, vétérinaire mandaté pour l'exécution des mesures de police sanitaire sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

**20 OCT. 2022**

**Pour le Préfet et par délégation  
La Directrice de l'Alimentation, de  
l'Agriculture et de la Forêt et par délégation,**



**Sophie BOUYER**

**Laboratoire Territorial d'Analyses de Martinique**

Eaux - Environnement - Hygiène Alimentaire - Biologie Vétérinaire et Végétale

Quartier La Favorite - BP 628 - 97261 Fort-de-France Cédex - Tél : 0596 71 34 52 - Fax : 0596 70 61 23

Mail : [Ita@collectivitedemartinique.mq](mailto:Ita@collectivitedemartinique.mq)

Agréments ministériels : Santé Publique, Environnement, Agriculture DGAL

Membre du RAEMA, d'AGLAE et du BIPEA

**CLINIQUE VÉTÉRINAIRE**

Docteur LIABEUF Jean-Marie

Centre Commercial Place d'Armes

97232 LAMENTIN

**Rapport d'Analyses Vétérinaires****Demande n° : AV\_S22.77**

Motif d'analyse : EAT Brucellose ( 7 bovins )

Référence client: (c) 03/10/2022

Remarque :

Prélevé le : (c) 03/10/2022

Reçu le : 03/10/2022

Préleveur : (c) LIABEUF Jean-Marie

Date de rendu des résultats : 05/10/2022

**Commentaire :**

<b>Docteur LIABEUF Jean-Marie</b> Centre Commercial Place d'Armes 97232 LAMENTIN	Propriétaire : <b>Monsieur AGLAE MAX</b> RUE SCHOELCHER 97228 SAINTE LUCE
<b>Nombre d'échantillons : (c) 7</b> <b>Nature des prélèvements:(c) Sérum de bovin</b>	<b>Analyse(s) demandée(s) :</b> Sérologie

Accréditation  
n°1-6134  
portée  
disponible  
sur le site  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Lorsque les résultats sont proches du seuil, résultat suivi du signe #, l'interprétation est à reconsidérer en fonction du contexte épidémiologique. Le laboratoire ne tient pas compte des incertitudes. Les incertitudes paramétrées accréditées sont disponibles sur demande au laboratoire.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole \*

Le laboratoire est exonéré de toute responsabilité lorsque les informations fournies par le client peuvent affecter la validité des résultats.

Dans le cas où le prélèvement est réalisé par le client, les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

Les résultats et les commentaires ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

En cas d'analyse en mélange, il existe des risques quant à l'extrapolation du résultat du mélange à l'échantillon individuel.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral. Il comporte 2 pages.

Page 1 sur 2



## Sérologie

### Sérologie échantillons individuels

#### \* Sérologie E.A.T. Brucellose (NF U 47-003)

			Résultat
AV_S22.77.1	9720468692	Bovine	Négatif
AV_S22.77.2	9720468287	Bovine	Négatif
AV_S22.77.3	9720468280	Bovine	Négatif
AV_S22.77.4	9720467816	Bovine	Négatif
AV_S22.77.5	9720467703	Bovine	Négatif
AV_S22.77.6	9720467706	Bovine	Négatif
AV_S22.77.7	9720467697	Bovine	Négatif

(c) données fournies par le client

Fin du rapport pour le dossier AV\_S22.77



Accréditation  
n° 1-6134  
portée  
disponible  
sur le site  
www.cofrac.fr

ESSAIS

A. LO CURTO

Lorsque les résultats sont proches du seuil, résultat suivi du signe #, l'interprétation est à reconsidérer en fonction du contexte épidémiologique. Le laboratoire ne tient pas compte des incertitudes. Les incertitudes des paramètres accrédités sont disponibles sur demande au laboratoire.

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence du laboratoire pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole \*

Le laboratoire est exonéré de toute responsabilité lorsque les informations fournies par le client peuvent affecter la validité des résultats.

Dans le cas où le prélèvement est réalisé par le client, les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

Les résultats et les commentaires ne concernent que les échantillons soumis à l'analyse.

En cas d'analyse en mélange, il existe des risques quant à l'extrapolation du résultat du mélange à l'échantillon individuel.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral. Il comporte 2 pages.

Page 2 sur 2

Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de  
la Forêt de Martinique

R02-2022-10-18-00001

DECISION DAAF du 18 octobre 2022 portant  
subdélégation de signature en matière  
administration générale



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt**

**DÉCISION du 18 octobre 2022**

**portant subdélégation de signature en matière d'administration générale**

La Directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique

- VU** le règlement (UE) 2020/2220 du parlement européen et du conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements et notamment les articles 21 et 38 ;
- VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 modifié, relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- VU** l'arrêté interministériel du 13 février 2020 portant nomination de Mme Sophie BOUYER en qualité de directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique ;
- VU** l'arrêté interministériel du 07 décembre 2018 portant nomination de M. Vincent PFISTER en qualité de directeur adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique ;
- VU** les circulaires interministérielles d'application relatives aux mesures du POSEI ;
- VU** la convention du 20 mai 2015 relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de Martinique à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique pour la période de programmation 2014-2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral R02-2022-08-23-00014 en date du 23/08/2022, publié au RAA n°R02-2022-227 portant délégation de signature à Mme Sophie BOUYER, directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

Délégation de signature est donnée, en cas d'empêchement ou d'absence de Mme Sophie BOUYER, directrice de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt de la Martinique, à M. Vincent PFISTER, directeur adjoint, en ce qui concerne les articles 1 à 2 de l'arrêté préfectoral susvisé.

## ARTICLE 2

Délégation de signature est donnée, en cas d'empêchement ou d'absence, dans le cadre de leurs obligations respectives, à l'effet de signer tous documents et décisions ressortant de l'administration courante à :

M. Eric BIANCHINI, chef du service agriculture et forêt, en cas d'empêchement ou absence, à Mme Emilie LAGRANGE, son adjointe, pour tous les actes et correspondances relevant du champ de son service y compris la gestion des congés et absences des personnels de son service.

M. Bertrand HATEAU, chef du service de l'alimentation par intérim, pour tous les actes et correspondances relevant du champ de son service y compris la gestion des congés et absences des personnels de son service.

Mme Isabelle LEGER, cheffe du service formation et développement, en cas d'empêchement ou d'absence, à Mme Camille GUSTAVE, son adjointe, pour tous les actes et correspondances relevant du champ de son service y compris la gestion des congés et absences des personnels de son service.

M. Hervé LEFAIX chef du service information statistique, économique et prospective, en cas d'empêchement ou absence, à Mme Céline MARCELLIN, son adjointe pour tous les actes et correspondances relevant du champ de son service y compris la gestion des congés et absences des personnels de son service.

M. Lionnel RANSAN, chef de la mission d'appui au pilotage et à la performance, en cas d'empêchement ou d'absence, à Mme Chantal BOURBON, son adjointe, pour tous documents et décisions relevant de l'administration générale de la DAAF y compris la gestion des congés et absences des personnels de son service.

La présente délégation s'exerce à l'exception :  
Des correspondances adressées aux maires  
Des lettres et notes adressées aux préfet et procureur,  
Des correspondances aux administrations centrales,  
Des décisions administratives défavorables à l'utilisateur.

## ARTICLE 3

Délégation de signature est donnée, en ce qui concerne la convention du 20 mai 2015 visée ci-dessus dans le cadre de leurs obligations respectives, à l'effet de signer tous actes relevant de l'article 2.3 ; en ce qui concerne la validation des autorisation d'engagement des mesures 10, 11 et 13 du SIGC dans l'outil de gestion Isis à :

M. Éric BIANCHINI, chef du service agriculture et forêt, en cas d'empêchement ou en son absence, à Mme Emilie LAGRANGE son adjointe.



#### ARTICLE 4

Délégation de signature est donnée en ce qui concerne la validation des instructions et autorisations de paiement des dossiers hors système intégré de Gestion et de Contrôle (HSIGC) sous Osiris, à Mme Gianni PARUTA, responsable de l'unité Feader.

#### ARTICLE 5

Délégation de signature est donnée,  
à M. Titouan BARAER, chef du pôle territoires et forêt pour les pièces suivantes : bordereaux et courriers de transmission des dossiers de défrichement pour publication et information des partenaires ; courriers d'ordre général de demande d'information ou de réponse à une question de l'usager sans conséquence pour ce dernier.

#### ARTICLE 6

Délégation de signature est donnée, à :  
Béatrice BAZIN, cheffe du pôle protection de l'environnement et suivi des contaminations,  
Mohamed KASBARI, chef du pôle sécurité sanitaire des aliments au service de l'alimentation,  
Bruno LASSALLE, chef du pôle santé protection animale et végétale au service de l'alimentation,  
Chantal CORAN, cheffe du pôle contrôles aux frontières au service de l'alimentation pour les pièces suivantes :  
Courriers d'ordre général de demande d'information ou de réponse à une question de l'usager sans conséquence pour ce dernier, bordereaux et courriers de transmission des rapports d'inspection ne présentant pas de non conformités.

#### ARTICLE 7

Cette décision abroge et remplace la décision du 25 août 2022 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

#### ARTICLE 8

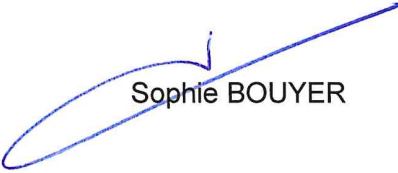
Ampliation de cette décision de subdélégation de signature sera transmise au préfet de la Martinique.

#### ARTICLE 9

La directrice de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux agents concernés et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fait à Fort-de-France, le 18 octobre 2022

La Directrice de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

  
Sophie BOUYER





Direction de la Mer

R02-2022-10-20-00001

Décision portant déchéance de droit de  
propriété



**DÉCISION  
PORTANT DECHEANCE DE DROIT DE PROPRIÉTÉ**

Le Préfet,

**VU** le code des transports et notamment les articles L5142-1 et suivants, et R5142-1 et suivants ;

**VU** le code des transports et notamment ses articles L5141-1 et suivants et R5141-1 et suivants ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L 218-72 et R218-6 ;

**VU** le décret n°2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'État en mer ;

**VU** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

**VU** le décret du président de la République du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;

**VU** l'arrêté préfectoral R02-2022-08-23-00018 du 23 août 2022 accordant délégation de signature à Monsieur Nicolas LE BIANIC, directeur de la mer de la Martinique ;

**CONSIDÉRANT** que les deux navires de nom, pavillon et d'immatriculation inconnus, situé à proximité du centre nautique Le Neptune, au-devant de la commune du Lamentin (Martinique), en annexe de la présente décision, entravent de façon prolongée l'exercice des activités maritimes, littorales et portuaires et qu'ils représentent un danger pour la navigation et l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'équipage à bord, l'inexistence de mesures de manœuvre et l'état dégradé des navires ;

**CONSIDÉRANT** l'état d'abandon des navires au sens du code des transports ;

**CONSIDÉRANT** l'absence des propriétaires connus des navires de nom, pavillon et d'immatriculation inconnus ;

**CONSIDÉRANT** que la recherche de propriétaires, en date du 17 février 2022 effectuée en mairie du Lamentin, sur le site internet de la Direction de la mer ainsi que par voie de presse (site internet RCI Martinique) est restée infructueuse ;

**CONSIDÉRANT** la demande d'enlèvement d'épaves et de navires abandonnés portée par le Parc Naturel Marin de la Martinique ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les propriétaires des deux navires de nom, pavillon et d'immatriculation inconnus, situés à proximité du centre nautique Le Neptune, au-devant de la commune du Lamentin (Martinique), en annexe de la présente décision, sont déchus de leur droit de propriété.

**ARTICLE 2** : Dans le cadre d'un marché public d'enlèvement et de déconstruction, le navire inconnu est cédé au Parc Naturel Marin de la Martinique, SIRET

n°13002591900809, sise à 1 rue des pionniers, quartier Texaco, 97200 Fort-de-France, pour démantèlement à compter de la date de publication de la présente décision.

**ARTICLE 3:** La décision de déchéance de droit de propriété ne fait pas obstacle au recouvrement sur le propriétaire des frais engagés à raison de l'intervention de l'autorité compétente.

**ARTICLE 4 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur de la Mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Fort de France, le **20 OCT. 2022**

Pour le Préfet de la Martinique et par délégation,

Le Directeur de la mer



Nicolas DE BIANIC

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification pour les destinataires ou de sa publication pour les tiers.*

*La juridiction compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**Annexe :**

Navires inconnus 38 et 39



Direction Régionale des Finances Publiques de la  
Martinique

R02-2022-10-13-00060

Arrêté de déclassement ruines du figuier  
Saint-Pierre

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARTINIQUE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE  
DESCLIEUX  
BP 654 655  
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

## ARRÊTÉ

**Portant déclassement de parcelles de terrain du domaine public maritime sur la commune de SAINT-PIERRE, cadastrées B 263 à B 267 – B 269 à B 275 – B 278 à B 279 lieu-dit «le Bourg-rue Victor Hugo», en vue de leur cession gratuite à la commune, et destinées à la mise en œuvre d'un programme de valorisation culturelle et patrimoniale de l'ensemble des ruines du Figuier de la Ville de SAINT-PIERRE, dans le cadre de la réalisation du Grand Saint-Pierre**

\*\*\*\*\*

### LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE

~~~~~

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.5112-1 à 10, relatifs à la cession des terrains de la zone des 50 pas géométriques ;

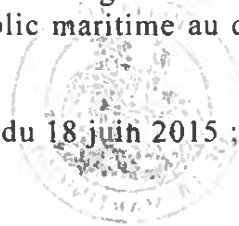
VU la demande présentée le 1<sup>er</sup> juillet 2015 par la commune de SAINT-PIERRE tendant à obtenir la cession des terrains des 50 pas géométriques à titre gratuit ;

VU les avis favorables du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à la-dite demande de cession du 11 septembre 2015 ;

VU l'article L-89-3 de la loi 96-1241 du 30 décembre 1996 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, modifiée par l'article 247 alinéa 4 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience à ses effets ;

VU la décision n° 200 en date du 03 mars 2011 de la Préfecture de la Martinique portant réorganisation des services de l'État et désignant «France Domaine» rédacteur des arrêtés de déclassement du domaine public maritime au domaine privé de l'État à partir du 14 mars 2011 ;

VU la délibération du conseil municipal du 18 juin 2015 ;



**CONSIDÉRANT** que ces parcelles ne sont plus utiles aux besoins d'intérêt public ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les parcelles des 50 pas géométriques désignées dans le tableau qui suit sont déclassées du domaine public maritime, en vue de leur cession gratuite au profit de la commune de SAINT-PIERRE.

| <i>Commune</i> | <i>Lieu-dit</i>                    | <i>Surface (m<sup>2</sup>)</i>     | <i>Réf.cadastrales</i>                             | <i>Destination</i>                             | <i>Type de cession</i> |
|----------------|------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------|
| SAINT-PIERRE   | Le Bourg<br>-rue<br>Victor<br>Hugo | 230-89-<br>82-76-<br>265           | B 263-B 264<br>B 265-B266<br>B 267                 | Dévégétalisation<br>et réparations             | gratuite               |
| SAINT-PIERRE   | Le Bourg<br>-rue<br>Victor<br>Hugo | 118-82-<br>79-73-<br>57-87-<br>100 | B 269-B 270<br>B 271-B 272<br>B 273-B 274<br>B 275 | Dévégétalisation<br>et réparations ponctuelles | gratuite               |
| SAINT-PIERRE   | Le Bourg<br>-rue<br>Victor<br>Hugo | 80-302                             | B 278-B 279                                        | Reconstruction de la paroi<br>effondrée        | gratuite               |

**ARTICLE 2** – La Secrétaire Générale de la Préfecture, la Sous-Préfète de Saint-Pierre et de la Trinité, le directeur régional des Finances publiques, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et communiqué partout où besoin sera.

Fort-de-France, le

13 OCT. 2022

Le Préfet



Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale  
la Préfecture de la Martinique

Laurence GOLA DE MONCHY

PREFECTURE MARTINIQUE - DLAL/BCBDE

R02-2022-10-20-00003

Arrêté portant règlement et exécution du  
budget primitif 2022 de la commune du  
DIAMANT





**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté portant règlement et exécution du budget primitif 2022  
de la commune du diamant**

LE PRÉFET

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L 1612-4 et L 1612-14 ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2022 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet de la Martinique ;

Vu la lettre du 10 juin 2022 par laquelle le préfet de Martinique a transmis à la chambre régionale des comptes le budget primitif 2022 de la commune du Diamant dans le cadre du suivi des mesures de redressement en application des dispositions de l'article L. 1612-14 alinéa 2 du CGCT ;

Vu l'avis n° 2022-0060 du 15 septembre 2022 rendu par la chambre régionale des comptes de Martinique sur le compte administratif de 2021 et le budget primitif de 2022 de la commune du Diamant ;

Considérant que la chambre régionale des comptes de Martinique propose au préfet de régler le budget primitif 2022 de la commune du Diamant en apportant au budget voté les modifications figurant dans le tableau annexé à l'avis ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le budget primitif 2022 de la commune du Diamant est réglé et rendu exécutoire conformément à l'état annexé.

**Article 2** : La secrétaire générale de la préfecture, le maire du Diamant, le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au maire de la commune du Diamant.

Fort-de-France, le

**20 OCT. 2022**

*Le Préfet de la Martinique*

Jean-Christophe BOUVIER



**Annexe de l'arrêté préfectoral N°**  
**BUDGET PRIMITIF DE 2022 DE LA COMMUNE DU DIAMANT**  
(y compris restes à réaliser)

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE |                                                  |                                 |                          |                    |                          |                                   |                        |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Dépenses de fonctionnement                 |                                                  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                    |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                            |                                                  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles  | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 011                                        | Charges à caractère général                      | 1 348 786,93                    | +227 669,33              | -150 000           | 1 426 456                | +77 669,33                        | 1 426 456              |
| 012                                        | Charges de personnel                             | 5 495 700                       | +367 538                 | 0                  | 5 863 238                | +367 538                          | 5 863 238              |
| 014                                        | Atténuation de produits                          | 13 080                          | 0                        | 0                  | 13 080                   | 0                                 | 13 080                 |
| 65                                         | Autres charges de gestion courantes              | 1 235 170                       | 0                        | -230 000           | 1 005 170                | -230 000                          | 1 005 170              |
| 66                                         | Charges financières                              | 78 000                          | 0                        | 0                  | 78 000                   | 0                                 | 78 000                 |
| 67                                         | Charges exceptionnelles                          | 1 320 000                       | +2 067,87                | 0                  | 1 322 068                | +2 067,87                         | 1 322 068              |
| 68                                         | Dotations aux amortissements                     | 50 000                          | 0                        | 0                  | 50 000                   | 0                                 | 50 000                 |
| 022                                        | Dépenses imprévues de fonctionnement             | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 023                                        | Virement à la section d'investissement           | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 042                                        | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 452 000                         | 0                        | 0                  | 452 000                  | 0                                 | 452 000                |
| 043                                        | Opér. d'ordre de transferts intérieur sections   | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| D002                                       | Résultat reporté ou anticipé                     | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
|                                            | <b>Total</b>                                     | <b>9 992 736,93</b>             | <b>+597 275,20</b>       | <b>-380 000</b>    | <b>10 210 012</b>        | <b>+217 275,20</b>                | <b>10 210 012</b>      |
| Recettes de fonctionnement                 |                                                  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                    |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                            |                                                  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles  | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 013                                        | Atténuation de charges                           | 50 000                          | 0                        | 0                  | 50 000                   | 0                                 | 50 000                 |
| 70                                         | Produits services, domaines et ventes            | 62 900                          | 0                        | 0                  | 62 900                   | 0                                 | 62 900                 |
| 73                                         | Impôts et taxes                                  | 7 525 000                       | 0                        | +94 682,16         | 7 619 682                | +94 682,16                        | 7 619 682              |
| 74                                         | Dotations et participations                      | 1 282 302                       | 0                        | 0                  | 1 282 302                | 0                                 | 1 282 302              |
| 75                                         | Autres produits de gestion courante              | 25 000                          | 0                        | 0                  | 25 000                   | 0                                 | 25 000                 |
| 76                                         | Produits financiers                              | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 77                                         | Produits exceptionnels                           | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 78                                         | Reprises sur provisions semi-budgétaires         | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 042                                        | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 150 000                         | 0                        | 0                  | 150 000                  | 0                                 | 150 000                |
| 043                                        | Opér. d'ordre de transferts intérieur sections   | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| R002                                       | Résultat reporté ou anticipé                     | 897 534,93                      | 0                        | 0                  | 897 535                  | 0                                 | 897 535                |
|                                            | <b>Total</b>                                     | <b>9 992 736,93</b>             | <b>0</b>                 | <b>+ 94 682,16</b> | <b>10 087 419</b>        | <b>+ 94 682,16</b>                | <b>10 087 419</b>      |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE  |                                                  |                                 |                          |                    |                          |                                   |                        |
| Dépenses d'investissement                  |                                                  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                    |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                            |                                                  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles  | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 010                                        | Stocks                                           | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 20                                         | Immobilisations incorporelles (sauf 204)         | 95 000                          | 0                        | 0                  | 95 000                   | 0                                 | 95 000                 |
| 204                                        | Subventions d'équipement versées                 | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 21                                         | Immobilisation corporelles                       | 191 808,92                      | 0                        | 0                  | 191 809                  | 0                                 | 191 809                |
| 22                                         | Immobilisation reçues en affectation             | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 23                                         | Immobilisation en cours                          | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| OP                                         | Opérations d'équipement                          | 4 058 659                       | +784 644                 | -801 782,53        | 4 041 520                | -17 138,58                        | 4 041 520              |
| 10                                         | Dotations, fonds divers et réserves              | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 13                                         | Subventions d'investissement                     | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 16                                         | Emprunts et dettes assimilées                    | 202 800                         | 0                        | 0                  | 202 800                  | 0                                 | 202 800                |
| 18                                         | Compte de liaison affectation à..                | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 26                                         | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 27                                         | Autres immobilisations financières               | 137 983                         | 0                        | 0                  | 137 983                  | 0                                 | 137 983                |
| 45.1                                       | Opérations pour compte de tiers                  | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0,00                   |
| 040                                        | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 150 000                         | 0                        | 0                  | 150 000                  | 0                                 | 150 000                |
| 041                                        | Opérations patrimoniales                         | 150 000                         | 0                        | 0                  | 150 000                  | 0                                 | 150 000                |
| D001                                       | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé    | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
|                                            | <b>Total</b>                                     | <b>4 986 250,92</b>             | <b>+784 644,00</b>       | <b>-801 782,53</b> | <b>4 969 112</b>         | <b>-17 138,58</b>                 | <b>4 969 112</b>       |



| Recettes d'investissement |                                                  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                    |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|---------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
|                           |                                                  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles  | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 010                       | Stocks                                           | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 13                        | Subventions d'investissement (hors 138)          | 3 396 121,49                    | +504 668,80              | -471 142,48        | 3 429 647                | +33 526,32                        | 3 429 647              |
| 16                        | Emprunts et dettes assimilées ( hors 165)        | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 20                        | Immobilisation incorporelles (sauf 204)          | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 204                       | Subventions d'équipement reçues                  | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 21                        | Immobilisation corporelles                       | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 22                        | Immobilisation reçues en affectation             | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 23                        | Immobilisation en cours                          | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 10                        | Dotations fonds divers et réserves               | 280 000                         | 0                        | -150 000           | 130 000                  | -150 000                          | 130 000                |
| 1068                      | Excédent de fonctionnement capitalisé            | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 138                       | Autres subv. d'invest. non transférables         | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 18                        | Compte de liaison affectation à..                | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 26                        | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 27                        | Autres immobilisations financières               | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 024                       | Produits des cessions                            | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 45.2                      | Opérations pour compte de tiers                  | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 021                       | Virement de la section de fonctionnement         | 0                               | 0                        | 0                  | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 040                       | Opér. d'ordre de transfert entre sections        | 452 000                         | 0                        | 0                  | 452 000                  | 0                                 | 452 000                |
| 041                       | Opérations patrimoniales                         | 150 000                         | 0                        | 0                  | 150 000                  | 0                                 | 150 000                |
| R001                      | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé    | 708 129,43                      | 0                        | 0                  | 708 129                  | 0                                 | 708 129                |
| <b>Total</b>              |                                                  | <b>4 986 250,92</b>             | <b>+ 504 668,08</b>      | <b>-621 142,48</b> | <b>4 869 776</b>         | <b>-116 474,40</b>                | <b>4 869 776</b>       |

| BALANCE GENERALE DU BUDGET          |  |                                 |                          |                   |                          |                                   |                        |
|-------------------------------------|--|---------------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Section de fonctionnement           |  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                     |  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| Dépenses                            |  | 9 992 736,93                    | 597 275,20               | -380 000          | 10 210 012               | 217 275,20                        | 10 210 012             |
| Recettes                            |  | 9 992 736,93                    | 0                        | 94 682,16         | 10 087 419               | 94 682,16                         | 10 087 419             |
| <b>Résultat</b>                     |  | <b>0</b>                        | <b>-597 275,20</b>       | <b>474 682,16</b> | <b>-122 593</b>          | <b>-122 593,04</b>                | <b>-122 593</b>        |
| Section d'investissement            |  | Budget 2022 voté par la commune | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                     |  |                                 | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| Dépenses                            |  | 4 986 250,92                    | 784 644,00               | -801 782,58       | 4 969 112                | -17 138,58                        | 4 969 112              |
| Recettes                            |  | 4 986 250,92                    | 504 668                  | -621 142,48       | 4 869 776                | -116 474,40                       | 4 869 776              |
| <b>Résultat</b>                     |  | <b>0</b>                        | <b>-279 975,92</b>       | <b>180 640,10</b> | <b>-99 335</b>           | <b>-99 335,82</b>                 | <b>-99 335</b>         |
| <b>Résultat global prévisionnel</b> |  | <b>0</b>                        | <b>-877 251,12</b>       | <b>655 322,26</b> | <b>-221 928</b>          | <b>-221 928,86</b>                | <b>-221 928</b>        |

Fait à Fort-de-France le,

20 OCT. 2022

Le Préfet de la Martinique

Jean-Christophe BOUVIER

PREFECTURE MARTINIQUE - DLAL/BCBDE

R02-2022-10-18-00002

Arrêté portant règlement et exécution du budget primitif principal 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets





# PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Arrêté portant règlement et exécution du budget primitif principal 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets (SMTVD)

### LE PRÉFET

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L 1612-4 et L 1612-14 ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2022 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet de la Martinique ;

Vu la lettre du 16 mai 2022 par laquelle le préfet de Martinique a saisi la chambre régionale des comptes du budget primitif principal 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets dans le cadre du suivi des mesures de redressement en application des dispositions de l'article L. 1612-14 alinéa 2 du CGCT ;

Vu le premier avis n° 2022-0037 du 7 juin 2022 rendu par la chambre régionale des comptes de Martinique sur le budget primitif principal de 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets ;

Vu le deuxième avis n° 2022-0057 du 6 septembre 2022 rendu par la chambre régionale des comptes de Martinique sur le budget primitif principal de 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets ;

Vu la délibération du 29 septembre 2022 par laquelle le comité syndical présente des observations à la suite de l'avis de la chambre régionale des comptes susvisé ;

Considérant que la chambre régionale des comptes de Martinique propose au préfet de régler le budget primitif principal de 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets en apportant au budget voté les modifications figurant dans le tableau annexé à l'avis ;

Considérant l'absence de justificatif pour des amortissements complémentaires, il n'y a pas lieu d'opérer le mouvement de 253 517 € du chapitre 042 au chapitre 040 tel que préconisé par la chambre ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des autres recommandations de la chambre régionale des comptes ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le budget primitif principal de 2022 du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets est réglé et rendu exécutoire conformément à l'état annexé.

**Article 2** : La secrétaire générale de la préfecture, le président du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets.

Fort-de-France, le

18 OCT. 2022

Le Préfet de la Martinique

Jean-Christophe BOUVIER

Préfecture de la Martinique - rue Victor Sévère - BP 647/648 - 97 262 Fort-de-France CEDEX  
Tel : 05 96 39 36 00 - www.martinique.pref.gouv.fr



Annexe de l'arrêté préfectoral N°  
**BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL DE 2022 DU SYNDICAT MARTINICAIS DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DECHETS**  
(y compris restes à réaliser)

| SECTION DE FONCTIONNEMENT- VUE D'ENSEMBLE |                                                  |                   |                          |                   |                          |                                   |                        |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Dépenses de fonctionnement                |                                                  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                           |                                                  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 011                                       | Charges à caractère général                      | 31 736 509,50     | +1 371 509,44            | -200 000          | 32 908 019               | +1 171 509,44                     | 32 908 019             |
| 012                                       | Charges de personnel                             | 8 394 808,31      | 0                        | 0                 | 8 394 808                | 0                                 | 8 394 808              |
| 014                                       | Atténuation de produits                          | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 65                                        | Autres charges de gestion courantes              | 383 810           | 0                        | 0                 | 383 810                  | 0                                 | 383 810                |
| 66                                        | Charges financières                              | 1 084 911,19      | 0                        | 0                 | 1 084 911                | 0                                 | 1 084 911              |
| 67                                        | Charges exceptionnelles                          | 1 663 215         | -1 500 000               | 0                 | 163 215                  | -1 500 000                        | 163 215                |
| 68                                        | Dotations aux amortissements                     | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 022                                       | Dépenses imprévues                               | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 023                                       | Virement à la section d'investissement           | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 042                                       | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 1 697 539         | +253 517                 | 0                 | 1 951 056                | 0                                 | 1 697 539              |
| 043                                       | Opér. d'ordre de transferts intérieur sections   | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| D002                                      | Résultat reporté ou anticipé                     | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
|                                           | <b>Total</b>                                     | <b>44 960 793</b> | <b>+125 026,44</b>       | <b>-200 000</b>   | <b>44 885 819</b>        | <b>-328 490,56</b>                | <b>44 632 302</b>      |
| Recettes de fonctionnement                |                                                  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                           |                                                  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 013                                       | Atténuation de charges                           | 30 000            | 0                        | 0                 | 30 000                   | 0                                 | 30 000                 |
| 70                                        | Produits services, domaines et ventes            | 5 000 000         | +188 522,79              | 0                 | 5 188 523                | +188 522,79                       | 5 188 523              |
| 73                                        | Impôts et taxes                                  | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 74                                        | Dotations et participations                      | 31 454 308        | 0                        | +1 000 000        | 32 454 308               | +1 000 000                        | 32 454 308             |
| 75                                        | Autres produits de gestion courante              | 65 500            | 0                        | 0                 | 65 500                   | 0                                 | 65 500                 |
| 76                                        | Produits financiers                              | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 77                                        | Produits exceptionnels                           | 300 000           | 0                        | 0                 | 300 000                  | 0                                 | 300 000                |
| 78                                        | Reprises sur provisions semi-budgétaires         | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 042                                       | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 043                                       | Opér. d'ordre de transferts intérieur sections   | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| R002                                      | Résultat reporté ou anticipé                     | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
|                                           | <b>Total</b>                                     | <b>36 849 808</b> | <b>+ 188 522,79</b>      | <b>+1 000 000</b> | <b>38 038 331</b>        | <b>+ 1 188 522,79</b>             | <b>38 038 331</b>      |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE |                                                  |                   |                          |                   |                          |                                   |                        |
| Dépenses d'investissement                 |                                                  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                           |                                                  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 010                                       | Stocks                                           | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 20                                        | Immobilisations incorporelles (sauf 204)         | 201 077,01        | 0                        | 0                 | 201 077                  | 0                                 | 201 077                |
| 204                                       | Subventions d'équipement versées                 | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 21                                        | Immobilisation corporelles                       | 3 620 457,97      | 0                        | 0                 | 3 620 458                | 0                                 | 3 620 458              |
| 22                                        | Immobilisation reçues en affectation             | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 23                                        | Immobilisation en cours                          | 281 041,91        | 0                        | 0                 | 281 042                  | 0                                 | 281 042                |
| OP                                        | Opérations d'équipement                          | 18 415 099        | 0                        | 0                 | 18 415 099               | 0                                 | 18 415 099             |
| 10                                        | Dotations, fonds divers et réserves              | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 13                                        | Subventions d'investissement                     | 200 422,55        | 0                        | 0                 | 200 423                  | 0                                 | 200 423                |
| 16                                        | Emprunts et dettes assimilées                    | 6 312 947,42      | 0                        | 0                 | 6 312 947                | 0                                 | 6 312 947              |
| 18                                        | Compte de liaison affectation à..                | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 26                                        | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 27                                        | Autres immobilisations financières               | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 45.1                                      | Opérations pour compte de tiers                  | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 040                                       | Opér. d'ordre de transferts entre sections       | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 041                                       | Opérations patrimoniales                         | 1 624 000         | 0                        | 0                 | 1 624 000                | 0                                 | 1 624 000              |
| D001                                      | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé    | 7 862 723,14      | 0                        | 0                 | 7 862 723                | 0                                 | 7 862 723              |
|                                           | <b>Total</b>                                     | <b>38 517 769</b> | <b>0</b>                 | <b>0</b>          | <b>38 517 769</b>        | <b>0</b>                          | <b>38 517 769</b>      |



| Recettes d'investissement |                                                  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|---------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
|                           |                                                  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| 010                       | Stocks                                           | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 13                        | Subventions d'investissement (hors 138)          | 22 556 109,37     | 0                        | 0                 | 22 556 109               | 0                                 | 22 556 109             |
| 16                        | Emprunts et dettes assimilées ( hors 165)        | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 20                        | Immobilisation incorporelles (sauf 204)          | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 204                       | Subventions d'équipement reçues                  | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 21                        | Immobilisation corporelles                       | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 22                        | Immobilisation reçues en affectation             | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 23                        | Immobilisation en cours                          | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 10                        | Dotations fonds divers et réserves               | 4 059 067,03      | 0                        | 0                 | 4 059 067                | 0                                 | 4 059 067              |
| 1068                      | Excédent de fonctionnement capitalisé            | 2 351 399,48      | 0                        | 0                 | 2 351 399                | 0                                 | 2 351 399              |
| 138                       | Autres subv. d'invest. non transférables         | 6 229 654,12      | 0                        | 0                 | 6 229 654                | 0                                 | 6 229 654              |
| 18                        | Compte de liaison affectation à..                | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 26                        | Particip. et créances rattachées à des particip. | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 27                        | Autres immobilisations financières               | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 024                       | Produits des cessions                            | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 45.2                      | Opérations pour compte de tiers                  | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 021                       | Virement de la section de fonctionnement         | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| 040                       | Opér. d'ordre de transfert entre sections        | 1 697 539         | +253 517                 | 0                 | 1 951 056                |                                   | 1 697 539              |
| 041                       | Opérations patrimoniales                         | 1 624 000         | 0                        | 0                 | 1 624 000                | 0                                 | 1 624 000              |
| R001                      | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé    | 0                 | 0                        | 0                 | 0                        | 0                                 | 0                      |
| <b>Total</b>              |                                                  | <b>38 517 769</b> | <b>+ 253 517</b>         | <b>0</b>          | <b>38 771 285</b>        | <b>0</b>                          | <b>38 517 769</b>      |

| BALANCE GENERALE DU BUDGET          |  |                   |                          |                   |                          |                                   |                        |
|-------------------------------------|--|-------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| Section de fonctionnement           |  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                     |  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| Dépenses                            |  | 44 960 793        | +125 026,44              | -200 000          | 44 885 819               | -328 490,56                       | 44 632 302             |
| Recettes                            |  | 36 849 808        | + 188 522,79             | +1 000 000        | 38 038 331               | +1 188 522,79                     | 38 038 331             |
| <b>Résultat</b>                     |  | <b>-8 110 985</b> | <b>+63 496,35</b>        | <b>+1 200 000</b> | <b>-6 847 488</b>        | <b>+1 517 013,35</b>              | <b>-6 593 972</b>      |
| Section d'investissement            |  | Budget 2022 voté  | Préconisations de la CRC |                   |                          | Règlement du budget par le préfet |                        |
|                                     |  |                   | RAR                      | Mesures nouvelles | Proposition de règlement | Modifications adoptées            | Budget arrêté et réglé |
| Dépenses                            |  | 38 517 769        | 0                        | 0                 | 38 517 769               | 0                                 | 38 517 769             |
| Recettes                            |  | 38 517 769        | +253 517                 | 0                 | 38 771 285               | 0                                 | 38 517 769             |
| <b>Résultat</b>                     |  | <b>0</b>          | <b>+253 517</b>          | <b>0</b>          | <b>253 517</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>               |
| <b>Résultat global prévisionnel</b> |  | <b>-8 110 985</b> | <b>+317 013,35</b>       | <b>+1 200 000</b> | <b>-6 593 971</b>        | <b>+1 517 013,35</b>              | <b>-6 593 972</b>      |

Fort-de-France, le

18 OCT. 2022

Le Préfet de La Martinique

Jean-Christophe BOUVIER

PREFECTURE MARTINIQUE - DRCI/BREC

R02-2022-10-19-00004

Arrêté autorisant une quête sur la voie publique  
par l' ONAC du 7 au 13 novembre 2022





# PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION,  
DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION  
Bureau de la Réglementation Générale,  
des Élections et de la Circulation

## ARRETE N° 2022-162 autorisant une quête sur la voie publique

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

**VU** les articles L. 2212-2 et L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ;

**VU** l'arrêté n° 21-010 du 05 mars 2021 relatif au calendrier des journées nationales de quêtes sur la voie publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° R02-2022-08-23-00001 modifié portant délégation de signature à Madame GOLA DE MONCHY, secrétaire générale de la préfecture, secrétaire générale pour les affaires régionales de la Martinique, pour l'administration générale ;

**VU** la demande, reçue le 14 octobre 2022, de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre pour organiser du 07 au 13 novembre 2022 une quête sur la voie publique dans le cadre de la campagne de l'Oeuvre Nationale du « Bleuet de France » ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture.

### ARRETE

**Article 1er** - L'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre est autorisée à organiser du 07 au 13 novembre 2022, une quête sur la voie publique dans le cadre de la campagne de l'Oeuvre Nationale du « Bleuet de France » ;

**Article 2** - Les personnes habilitées à quêter à cette occasion devront porter d'une façon ostensible, une carte indiquant le nom de l'oeuvre et la date de la quête. Ces cartes, valables pour les seules journées du 07 au 13 novembre 2022, devront être visées par le Préfet ;

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la préfecture, Monsieur le sous-préfet du Marin, Madame la sous-Préfète de la Trinité et de Saint-Pierre, mesdames et messieurs les maires du département, M. le directeur territorial de la police national, Monsieur le général, commandant la gendarmerie de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fort-de-France le, 19 OCT 2022

Le Préfet,

Pour le Préfet et par Délégation,  
Le Directeur de la Réglementation,  
de la citoyenneté et de l'immigration

David AFRICA